

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Occitanie
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 18/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE

GROUPE GRAP'SUD
120 chemin de la Regordane
30360 Cruviers-Lascours

Références : -
Code AIOT : 0006600291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE implanté Rue Doct Ferroul 11700 PUICHERIC. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est initiée dans le cadre d'une action nationale portant sur la thématique du stockage des Liquides Inflammables : lettre d'annonce de l'inspection en date du 17 septembre 2024.

La visite du site a permis également d'apprécier la situation des bassins de stockage et d'évaporation des effluents ainsi que de l'aire de stockage et compostage des marcs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE
- Rue Doct Ferroul 11700 PUICHERIC
- Code AIOT : 0006600291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Grap Sud exploite sur la commune de Puichéric un complexe comprenant un ensemble d'installations suivant :- une cuverie polyesters et inox destinée au stockage de piquettes colorées,- de bassins de stockage et d'évaporation d'effluents d'origines viticoles/vinicoles ainsi qu'une zone de diffusion / stockage de marcs / criblage des marcs / compostage de marcs. Les principaux effluents déversés dans ces bassins proviennent de la zone de stockage des marcs et des deux caves de vinification présents dans le voisinage proche du site (historiquement, ancienne distillerie). A noter que le site est autorisé à accueillir des effluents d'origine viticoles/vinicoles en provenance de l'extérieur.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	LI	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	LI	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.1 ; AM 4 octobre 2010 section III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	LI	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 3.4 ; 4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	LI	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 2.1	Sans objet
3	LI	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.8	Sans objet
6	FOUDRE	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.103 ; AM 4 octobre 2010 section III	Sans objet
7	LI	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 3.1	Sans objet
8	LI	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 8.5.1	
9	LI	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 3.3	Sans objet
10	Nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1	Sans objet
11	Bassins	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1	Sans objet
12	Propreté établissement	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.7	Sans objet
13	Propreté établissement	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.4 et 9	Sans objet
14	Accès	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5..2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En présence de l'exploitant, l'inspection relève la situation générale suivante :

- Le site n'accueille plus d'alcool depuis l'arrêt définitif de l'unité de distillation;
- La vocation des cuves est de stocker les piquettes colorées issues de l'opération de diffusion des marcs.

Le jour de la visite des installations, aucune odeur particulière n'a été détectée au abords et à l'extérieur du site des bassins.

Le site des bassins ainsi que de la zone de stockage des marcs est d'apparence correcte et bien entretenu.

Le dernier traitement des effluents date du 23 septembre 2024.

Actuellement et bien qu'il dispose de l'autorisation préfectorale, l'exploitant n'autorise plus d'apports d'effluents extérieur par camion citerne sur son site de Puichéric.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Composition Stockage alcools
Prescription contrôlée : 4 cuves métalliques d'une capacité globale de 280 m ³ pour le stockage d'alcool.
Constats : Selon les dires de l'exploitant, les 4 cuves inox d'une capacité globale de 280 m ³ historiquement affectées au stockage d'alcool sont destinées au stockage de piquettes colorées issues de l'opération de diffusion des marcs.

<p>La situation relevée le jour de la visite confirme cette situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installation et équipements ATEX absents, - un cuve contenant des piquettes colorées pleine : le liquide se voit à travers la jauge et au travers des soudures de la paroi de la cuve utilisée, - aucune action d'intervention planifiée pour reprendre les zones de soudures défectueuses. <p>Action retenue : (3 mois)</p> <p>L'exploitant est invité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - acter auprès de l'administration la cessation d'activité de stockage d'alcool, - vérifier la bonne tenue de ses 4 cuves inox (résistance mécanique / présence d'infiltrations au travers de certaines soudures ayant déjà été réparées) au regard de la différence de densité entre l'alcool et les piquettes colorées , - remettre en état les parois des cuves défectueuses.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité, sous trois mois, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - acter auprès de l'administration la cessation d'activité de stockage d'alcool, - de vérifier la bonne tenue de ses 4 cuves inox (résistance mécanique / présence d'infiltrations au travers de certaines soudures ayant déjà été réparées) au regard de la différence de densité entre l'alcool et les piquettes colorées , - remettre en état les parois des cuves défectueuses.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : LI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan des stockages.</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents produits par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - registre des sorties piquettes sur le site de Puichéric : période du 04/09/2021 au 03/05/2024 <p>Le registre des sorties de produits du site de Puichéric montre qu'il n'y a plus d'alcool sur la période du 04/09/2021 au 03/05/2024</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux – permis de feu
Prescription contrôlée : Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.
Constats : Sans objet : la réaffectation de l'ancienne zone de stockage à alcool pour des piquettes colorées ne nécessite plus la rédaction d'un permis de feu préalablement à une intervention par point chaud dans cette zone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.1 ; AM 4 octobre 2010 section III
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : Voir constat n° 1 pour les actions attendues. Sans objet : Plus d'alcool sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf constat n°1 pour les actions attendues : L'exploitant est invité, sous trois mois, à : <ul style="list-style-type: none"> - acter auprès de l'administration la cessation d'activité de stockage d'alcool, - de vérifier la bonne tenue de ses 4 cuves inox (résistance mécanique / présence d'infiltrations au travers de certaines soudures ayant déjà été réparées) au regard de la différence de densité entre l'alcool et les piquettes colorées , - remettre en état les parois des cuves défailantes.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 3.4 ; 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation – Zone dépotage
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les postes de chargement devront être conçus de manière que les liquides accidentellement déversés ne puissent pas se répandre sur le sol au loin de ces postes.
Constats : Sans objet : Plus d'alcool sur le site. Voir constat n° 1. Cependant, l'exploitant doit renforcer sa vigilance concernant la bonne tenue de la cuverie inox affectée au stockage des piquettes colorées (écoulement produit au travers de certaines soudures) ainsi que sur la qualité de la rétention (présence de lézardes dans le sol de la rétention).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf. constat n°1 pour les actions attendues : L'exploitant est invité, sous trois mois, à : <ul style="list-style-type: none"> - de vérifier la bonne tenue de ses 4 cuves inox (résistance mécanique / présence d'infiltrations au travers de certaines soudures ayant déjà été réparées) au regard de la différence de densité entre l'alcool et les piquettes colorées , - remettre en état les parois des cuves défailantes, - de vérifier la bonne étanchéité du sol de la rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.103 ; AM 4 octobre 2010 section III
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : ARF / ET / Travaux réception / Vérification annuelle

<p>Constats :</p> <p>Sans objet : Plus d'alcool sur le site. Voir constat n° 1.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : LI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions LI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Capacité de la rétention : 50 % de la capacité globale ET 100 % de la capacité du plus grand réservoir.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.</p> <p>... Les rétentions des réservoirs de stockage de liquides inflammables sont pourvues d'un revêtement en béton, ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche.</p> <p>... L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions. Ces dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont étanches en position fermée aux liquides inflammables susceptibles d'être retenus ; - sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ; - peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention. <p>La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.</p> <p>Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Elles font l'objet d'une maintenance appropriée.</p> <p>L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans objet : Plus d'alcool sur le site. Voir constat n° 1.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : LI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 8.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs alcools</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier</p>

de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles : - date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ; - volume du réservoir ; - dates, types d'inspection et résultats ; - réparations éventuelles et codes utilisés. matériaux de construction, y compris des fondations ; - existence d'un revêtement interne et date de dernière application ; - date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ; - liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
Constats : Sans objet : Plus d'alcool sur le site. Voir constat n° 1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs alcools – Equipements
Prescription contrôlée : Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations. Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions normales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.... Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et robinet ou clapet d'arrêt isolant le réservoir des appareils d'utilisation. Les Vannes de piètement devront être en acier ou en fonte spécial, présentant les mêmes garanties de résistance aux actions mécaniques, physique, chimique ou électrolytique. Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu. Ce dispositif ne pas ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation normale de la paroi du réservoir qui soit préjudiciable à son État. En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct, devra être fermé par un tampon hermétique. L'opération de jaugeage sera interdite pendant l'approvisionnement du réservoir. Il appartiendra à l'utilisateur ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler avant chaque remplissage du réservoir,, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produits à livrer sans risque de débordement. Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, leur canalisation de liaison devront avoir une section au moins égal à la somme de celle des canalisations de remplissage ou de vides d'arranger et ne comportant ni vanne, ni obturateur. La canalisation de liaison devra comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolation de chaque réservoir. Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne,, ni obturateur. Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximum de liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes. Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tel qu'il soit visible depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage, compte tenu des dispositions de l'article 6.8 relatif aux feux nus.

Constats :
Sans objet : Plus d'alcool sur le site. Voir constat n° 1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des odeurs
Prescription contrôlée : <p>Si nécessaire, les effluents stockés dans ces bassins bénéficieront d'un traitement pour combattre les éventuelles mauvaises odeurs. La lame d'eaux résiduaires contenue dans les bassins ne devra pas dépasser 0,5 m de hauteur. Un dispositif installé à demeure, permettra de s'assurer facilement du respect de cette hauteur. Les bassins seront curés annuellement des boues de décantation dans la mesure où il n'est pas enlevée la partie argileuse constituant le fond des bassins. Ces bassins seront construits selon les préconisations édictées dans l'étude géotechnique les concernant.</p>
Constats : <p>En présence de l'exploitant, une visite des bassins a été effectuée afin d'apprécier la situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le jour de la visite des installations, aucune odeur particulière n'a été détectée aux abords et à l'extérieur du site des bassins. - Le site des bassins ainsi que de la zone de stockage des marcs est d'apparence correcte et bien entretenu. - Le dernier traitement des effluents (procédé Winox) date du 23 septembre 2024. <p>Actuellement et bien qu'il dispose de l'autorisation préfectorale, l'exploitant indique avoir fait le choix de ne pas autoriser d'apports d'effluents extérieurs par camion citerne sur son site de Puichéric.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur effluents
Prescription contrôlée : <p>La lame d'eaux résiduaires contenue dans les bassins ne devra pas dépasser 0,5 m de hauteur.</p>
Constats : <p>Tous les bassins ne sont pas utilisés. Le niveau d'effluent est nettement inférieur au niveau maximal (0,5 m).</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Propreté établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.7
Thème(s) : Autre, Entretien des espace
Prescription contrôlée : Les sols et cuvettes de rétention seront exempts de matières combustibles telle que : chiffons, papiers, herbes, etc.
Constats : Le site des bassin ainsi que de la zone de stockage des marcs est d'apparence correcte et bien entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Propreté établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.4 et 9
Thème(s) : Autre, Nettoyage
Prescription contrôlée : Poussières : L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières. Toutes dispositions seront prises pour éviter la prolifération des mouches, des rongeurs ou insectes.
Constats : Le site des bassin ainsi que de la zone de stockage des marcs est d'apparence correcte et bien entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5..2.4
Thème(s) : Autre, Contrôle
Prescription contrôlée : Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Constats :

L'accès aux installations a été renforcé par la pose de grillage.

L'exploitant précise qu'une modification des accès est prévue sur son site et consiste à céder à la collectivité une zone qui passe entre la zone de stockage des marcs et les bassins de décantation. Cette opération doit permettre à la collectivité d'aménager une voirie de contournement du centre ville pour le passage des camions pompiers ainsi que des camions d'exploitation. Dans le cadre de cet aménagement, l'exploitant devra veiller à maintenir une bonne étanchéité ainsi qu'une collecte des eaux de ruissellement.

Un PAC doit être déposé afin d'apprécier la nature des aménagements planifiés ainsi que la mise à jour des réseaux de collecte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Avant travaux, l'exploitant est invité à déposer un PAC relatif aux travaux d'aménagement d'une voirie sur la partie basse du site, à hauteur de la zone de stockage des marcs.

Type de suites proposées : Sans suite